

France – Focus Election Présidentielle : Les résultats du premier tour et les enjeux pour les marchés financiers

- **Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont donc les deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle, avec respectivement 23,9% et 21,4% des voix.**
- Pour cette note d'entre deux tours, nous vous proposons un aperçu visuel et synthétique des effets potentiels sur les marchés financiers, dette obligataire et marché actions, des programmes des deux candidats toujours en lice.
- Au-delà du second tour du 7 mai prochain, au regard du paysage politique français historiquement morcelé à l'issue de ce premier scrutin, les échéances des prochaines élections législatives des 11 et 18 juin prochain seront à suivre avec la plus grande attention.

Dans le Détail :

A – Le résultat du premier tour

- Selon les premiers résultats, le second tour de l'élection présidentielle opposera donc **Emmanuel Macron, candidat du mouvement En Marche**, arrivé en tête avec 23,9% des voix, **et Marine Le Pen, candidate du Front National**, terminant seconde de ce 1^{er} tour, avec 21,4% des suffrages.
- Il n'y aura donc pas eu finalement de surprise à l'issue de ce premier tour, les résultats reflétant de manière assez fidèle les multiples sondages publiés ces derniers jours.
- Au regard de ces mêmes sondages, la probabilité non négligeable d'une victoire d'Emmanuel Macron, soutenu désormais par une large partie de ces anciens adversaires engagés contre Marine Le Pen, réduit fortement le degré d'incertitude qui prévalait avant ce premier tour. Néanmoins un certain degré d'incertitude demeure pour les marchés financiers, relatif aux résultats, d'une part, du second tour du 7 mai, et d'autre part, des élections législatives de juin prochain dans une France qui apparaît très morcelée et divisée sur le plan politique.

B – Quelles conséquences pour les marchés financiers ? Les programmes des candidats et leurs impacts potentiels.

- En amont du résultat du scrutin, dans un contexte d'incertitude important, nos équipes de gestion ont décortiqué les mesures des programmes des 5 principaux candidats, afin d'anticiper les impacts potentiels sur les marchés des programmes des candidats.
- Nous vous proposons une lecture de ces effets potentiels sous la forme de deux tableaux, reprenant donc les principales mesures des deux candidats restants, auxquels ont été assignés les impacts potentiels issus de l'analyse des équipes de Covéa Finance. Ces études d'impacts sont des éléments d'analyse des équipes de Covéa Finance et ne présagent évidemment pas des réactions potentielles des marchés financiers à l'issue du scrutin.

Grille de lecture des tableaux d'impacts potentiels sur les marchés

- Hausse des marchés actions / Baisse des taux obligataires
- Effets au global neutre
- Baisse des marchés actions / Hausse des taux

Concernant la note « actions / secteurs », celle-ci a été scindée en deux pour refléter la vision de l'équipe Europe (partie haute) avec leur commentaire en noir, et la vision de l'équipe Internationale (partie basse) avec leur commentaire en orange.

Covéa Finance, le 24 avril 2017

Tableau 1 : Etude d'impacts du programme d'Emmanuel Macron



		Taux	Actions
International / Europe	Proposer un budget de la Zone Euro, Réserve de l'accès des marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe, Création d'un fonds européen de défense, Création d'un mécanisme de contrôle des investissements étrangers en Europe afin de préserver les secteurs stratégiques, Création d'un marché unique européen du numérique et de l'énergie	Orange	Positif actions, avec un biais européen
Fiscalité	Baisse de l'imposition sur les sociétés de 33,3% à 25% pour rejoindre la moyenne Européenne, Transformation du CICE en allègements de charges, Transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière, Stabilité de la fiscalité sur l'immobilier et les droits de succession, Prélèvement unique sur les revenus du capital de 30%, Imposition des grands groupes sur l'activité générée sur le territoire, Lutte contre les arrangements fiscaux entre Etats et entreprises multinationales	Rouge	Positif au global, négatif assureur et immobilier
Investissement Public	Plan d'investissement de 50Mds€ (transition écologique, révolution numérique, modernisations des services publics et rénovation urbaine)	Rouge	Positif Technologie, Construction, infra, services aux collectivités
Budget	Dépenses publiques ramenées à 50% du PIB en 2022 (53,5% en 2017), Prime de 1000 euros pour l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion moins polluant	Vert	Positif Automobiles Négatif Secteurs liés aux dépenses de fonctionnement
Entreprise	Réduction des cotisations payées par les salariés, indépendants et fonctionnaires, Réduction des charges et du coût du travail, Baisse des cotisations employeurs de 6 points en remplacement du CICE et jusqu'à 10 points au niveau du SMIC	Rouge	Positif global, spécifiquement secteur à forte intensité de main d'œuvre
Travail	Défiscalisation des heures supplémentaires, Ouverture des droits à l'assurance chômage aux salariés démissionnaires, Maintien des 35 heures, Le temps de travail ou l'organisation du travail seront négociés au niveau de l'entreprise	Rouge	Positif Consommation
Défense	Augmentation des moyens de l'armée. 2% du PIB seront mobilisés. Renouvellement des avions ravitailleurs, modernisation des blindés, ainsi que de la flotte de surface de la marine	Orange	Positif Défense
Sécurité	Création de 15000 place de prison supplémentaires	Rouge	Positif Construction (PPP)
Santé	Prise en charge à 100% des lunettes, prothèses auditive et dentaire d'ici 2020, 5Mds€ du plan d'investissement seront consacrés à la Santé (transformation de la médecine de ville et des hôpitaux) Doublement du nombre de maisons de santé	Rouge	Positif Medtech si prix stables et maison sde retraite Négatif pour ceux qui financent
Société	Rénovation d'un million de logements mal isolés Accélération de la construction de logements là où cela est nécessaire	Rouge	Construction
Agriculture / Aménagement du territoire	Soutien des organisations de producteurs dans leurs négociations avec les distributeurs et les industriels, Modernisation des réseaux de transports existants, Plan de Transition Agricole de 5Mds€	Rouge	Positif Infrastructures Négatif Distribution alimentaire
Environnement	Combat contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens, Promotion du leadership de la France de la recherche sur la transition énergétique	Orange	Négatif Chimie Positif Energies Renouvelables
Prévisions de croissance finances publiques	Déficit public inférieur à 3% du PIB sur l'ensemble du quinquennat, Dépenses publiques ramenées à 50% du PIB en 2022 (53,5% en 2017)	Vert	

Tableau 2 : Etude d'impacts du programme de Marine Le Pen



		Taux	Actions / Secteurs
International / Europe	Protectionnisme, refus de signer des traités de libre échange, quitter l'OTAN, Sortie de Schengen, référendum sur l'appartenance à l'UE, Remise en place d'une monnaie nationale	●	● ● Négatif au global, si forte dévaluation de l'euro : positif exportatrices les plus solides financièrement
Fiscalité	Abaissement de l'IS pour les PME, baisse de l'IR de 10% sur les trois premières tranches, lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal	●	● ● Positif Consommation, PME
Investissement Public	Plan de ré-industrialisation, plan de construction de logements étudiants, effort d'investissement en infrastructures, renationaliser les sociétés d'autoroute	●	● ● + Construction, incertitudes sur les modalités de rachat des concessions
Budget	Hausse du budget de la recherche de 30%, baisse des dépenses liées à l'immigration et à l'Europe, financement monétaire par la banque centrale, hausse des points d'indice pour les fonctionnaires. Hausse de 25% du budget d'entretien et de préservation du patrimoine	●	● ● Eléments de relance difficilement quantifiables, Légèrement positif consommation / sauf R&D
Entreprise	Réduction des obligations administratives, diriger une part de l'assurance vie (2%) vers le capital risque et les startups, taux préférentiels pour les crédits aux PME, Interdiction d'extension des capacités de stockage des entrepôts pour le e-commerce	●	● ● Sentiment positif sur l'économie mais attention à la réaction sur les financières / e-commerce
Travail	Retirer la loi Travail, maintien des 35 heures, autorisation de négociations sur l'allongement du temps de travail au niveau des branches à condition d'une compensation salariale	●	● ● Potentiellement positif consommation, mais incertitudes sur les secteurs les plus consommateurs de main d'œuvre
Défense	Reconstruire une offre industrielle dans la défense, augmentation du budget de la défense à 3% du PIB, hausse des effectifs, augmentation et modernisation des équipements	●	● ● Positif Défense
Sécurité	Réarmement des forces de l'ordre, renforcement des moyens techniques	●	● ● Positif Défense / Global
Santé	Baisse du prix des médicaments coûteux	●	● ● Négatif Santé
Société	faciliter l'accès à la propriété, plan de réhabilitation des logements, universalité des allocations familiales, baisse de 5% des tarifs réglementés du gaz et de l'électricité	●	● ● Positif : Construction /Immobilier /consommation Négatif : Services aux collectivités
Agriculture / Aménagement du territoire	Promouvoir les exportations agricoles, encourager l'installation de jeunes agriculteurs, transformer la PAC en politique agricole française	●	● ● Négatif Distribution alimentaire
Environnement	Moderniser la filière nucléaire, interdire l'exploitation du gaz de schiste, interdiction des OGM, Moratoire sur l'Eolien, développement des filières françaises d'énergie renouvelable	●	● ● Incertitudes sur les services aux Collectivités : dépend des modalités et retour sur investissement
Prévisions de croissance finances publiques	Croissance réelle qui augmente progressivement jusqu'à 2,5% Déficit budgétaire de 3,2% en 2017, qui augmente en 2018 puis qui se réduit progressivement à 1,3% en 2022, Dette publique de 97% du PIB en 2017, et qui se réduit progressivement à 89% en 2022	●	● ● Hypothèses crédibles?

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Il contient des opinions et analyses conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Toute reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.